



CHAPITRE 281

LOI CONCERNANT LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX COMPAGNIES

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des renseignements sur les compagnies*. S. R. 1925, c. 228, a. 1; 20 Geo. V, c. 87, a.-1.

Définition:

2. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots:

“Compagnie”;

a) “Compagnie” comprend toute corporation, association, syndicat, société, compagnie ou tout autre corps constitués en corporation, mais ne désigne pas une corporation ecclésiastique, religieuse ou éducative, ni un syndicat coopératif formé en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (chap. 290), ni des sociétés coopératives agricoles, formées en vertu des dispositions de la Loi des sociétés coopératives agricoles (chap. 120), ni aucune compagnie de cimetière, qu'elle soit constituée en vertu d'une loi générale ou spéciale de la province, pourvu que telle compagnie n'ait pas de capital-actions ni le pouvoir de payer, soit directement ou indirectement, aucun dividende ou profit, ou leur équivalent, à tout particulier ou corporation quelconque;

“Syndicat”;

b) “Syndicat” comprend toute association, société, ou autre corps non constitués en corporation;

“Valeur mobilière”.

c) “Valeur mobilière” signifie une valeur mobilière telle que définie dans la Loi des valeurs mobilières (chap. 282), et dans les règlements adoptés en vertu d'icelle. S. R. 1925, c. 228, a. 2; 20 Geo. V, c. 87, a. 1; 24 Geo. V, c. 63, a. 1.

CHAPTER 281

AN ACT RESPECTING INFORMATION CONCERNING COMPANIES

1. This act may be cited as *Companies Information Act*. R. S. 1925, c. 228, s. 1; title. 20 Geo. V, c. 87, s. 1.

2. In this act, unless the context indicates a different meaning, the words:— Interpretation:

a. “Company” shall include any corporation, association, syndicate, firm, company or other organization, constituted as a corporation, but shall not include an ecclesiastical, religious or educational corporation, nor a cooperative syndicate formed under the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act (Chap. 290), nor the cooperative agricultural associations formed under the provisions of the Cooperative Agricultural Association Act (Chap. 120), nor any cemetery company, whether incorporated under general or special law of the Province, provided such cemetery company has no share capital nor authority to pay either directly or indirectly any dividend, or profit, or their equivalent, to any private individual or corporation;

b. “Syndicate” shall include any association, partnership or other organization, not constituted as a corporation;

c. “Security” shall mean security as defined in the Securities Act (Chap. 282), and in the Regulations made thereunder. R. S. 1925, c. 228, s. 2; 20 Geo. V, c. 87, s. 1; 24 Geo. V, c. 63, s. 1.

Prospectus.

3. 1. Un prospectus contenant les renseignements mentionnés à l'article 4 du présent chapitre, avec en outre tous autres renseignements qui peuvent être requis de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil, attesté de la manière déterminée par le secrétaire de la province, et accompagné de l'honoraire prescrit, doit être produit au bureau du secrétaire de la province par toute compagnie et syndicat:

a) Lors de l'établissement dans la province d'un bureau principal ou autre bureau, et

b) Lors du commencement de quelque affaire dans la province, ou lors de la vente faite en cette province de quelqu'une de ses valeurs mobilières, et

c) Lors de toute modification importante de quelque fait exposé dans le dernier prospectus produit, et

d) Avant la vente dans la province d'une émission de valeurs mobilières, ou de toute partie d'icelle, autre que celle au sujet de laquelle un prospectus a déjà été produit.

Renseignements non requis.

2. Une compagnie qui, pour l'année courante, s'est déjà conformée aux dispositions de l'article 4 de la présente loi et qui est dans l'une des circonstances prévues dans un des sous-paragraphes *a*, *b*, *c* ou *d* du paragraphe 1 précédent, n'est pas tenue de donner de nouveau les renseignements requis par ledit article 4.

Exception.

3. Le présent article ne s'applique pas aux compagnies de fidéicommiss ni aux compagnies d'assurance, excepté lorsque ces corporations se proposent de vendre au public les valeurs mobilières qu'elles émettent elles-mêmes.

Défaut de produire.

4. À défaut de produire ce prospectus pendant une période de plus de trente jours après qu'il aurait dû l'être en vertu du présent article, chaque directeur et officier de la compagnie, et chaque promoteur et officier du syndicat, de même que toute personne agissant en qualité de représentant dans la province d'une compagnie ou d'un syndicat établi en dehors de la province, sont passibles en sus des frais, d'une amende de vingt dollars pour chaque jour que dure cette omission, et, à défaut de paiement de cette amende et

Peine.

3. 1. A prospectus containing the information mentioned in section 4 of this chapter and also all other information that may from time to time be required by the Lieutenant-Governor in Council, verified as the Provincial Secretary may direct, together with the fee prescribed, shall be filed with the Provincial Secretary by every company and syndicate,—

Prospectus.

a. Upon the establishment in the Province of a head office or other office, and

b. Upon commencing any business in the Province, or upon the sale therein of any of its securities, and

c. Upon any material change in any fact set forth in the last prospectus filed, and

d. Before the sale in the Province of any issue of securities, or any part thereof, other than that in respect of which a prospectus has been filed.

2. A company which has already complied, for the current year, with the provisions of section 4 of this act and which comes within one of the circumstances contemplated in any one of sub-paragraphs *a*, *b*, *c* or *d* of the preceding subsection 1, shall not be obliged to again give the information required by the said section 4.

Information not required.

3. This section shall not apply to a trust company or to an insurance company, except when such corporation proposes to sell, to the public, securities issued by itself.

Exception.

4. Upon failure to file any such prospectus for a period of more than thirty days after it should have been filed under this section, each director and officer of the company, and each promoter and officer of the syndicate, and every person acting as a representative in the Province of an extra-provincial company or syndicate, shall, in addition to the costs, be liable to a fine of twenty dollars for each day of such default and failing payment of such fine and costs, to imprisonment for a term not exceeding three

Failure to file. Penalty.

des frais, d'un emprisonnement pendant une période n'excédant pas trois mois. S. R. 1925, c. 228, a. 3; 20 Geo. V, c. 87, a. 1; 22 Geo. V, c. 77, a. 1.

months. R. S. 1925, c. 228, s. 3; 20 Geo. V, c. 87, s. 1; 22 Geo. V, c. 77, s. 1.

Rapport. 4. 1. Le ou avant le premier jour de septembre de chaque année, sans avis ou demande à cette fin, toute compagnie constituée en vertu des lois de cette province et toute autre compagnie ayant son bureau principal ou un autre bureau, ou faisant affaires ou quelque partie de ses affaires dans cette province doivent préparer,* attester et remettre au secrétaire de la province, tel que ci-après prescrit, un rapport détaillé se rapportant au trentième jour de juin immédiatement précédent et contenant correctement énoncés les renseignements et les détails suivants:

4. 1. On or before the first day of September in each year, without notice or demand to that effect, every company incorporated under the laws of this Province, and every other company having its head office or other office or doing business or any part thereof in this Province, shall make out, certify and deliver to the Provincial Secretary, as hereinafter required, a detailed return containing as of the 30th day of June next preceding, correctly stated, the following information and particulars:

Contenu.

- a) Le nom de la compagnie;
- b) La désignation des lois en vertu desquelles la compagnie a été constituée;
- c) Le mode de constitution en corporation soit par loi spéciale, lettres patentes, ou autrement, et la date de cette constitution en corporation;
- d) Si l'existence de la compagnie est limitée par une loi ou autrement et, dans ce cas, la période de son existence non encore écoulée, et si cette période peut être légalement prolongée;
- e) Si la compagnie est une corporation valide et subsistante;
- f) Un état précis et général touchant la nature des affaires ou des fins de la compagnie;
- g) Les noms, résidences et adresses postales des président, secrétaire, trésorier, directeurs et gérant de la compagnie;
- h) Le nom et l'adresse postale de l'officier en chef ou gérant en cette province;
- i) L'endroit du bureau principal de la compagnie, en indiquant la rue et le numéro lorsque c'est possible;
- j) L'endroit de la principale place d'affaires dans cette province, lorsque le bureau principal est situé en dehors de la province;
- k) La date à laquelle a eu lieu la dernière assemblée annuelle de la compagnie;
- l) Le montant de la dette résultant des bons ou obligations émis par la compagnie;

Contents.

- a. The name of the company;
- b. The citation of the laws under which the company was incorporated;
- c. The manner in which the company was incorporated, whether by special act, or by letters patent or otherwise, and the date thereof;
- d. Whether the existence of the company is limited, by statute or otherwise, and, if so, the period of its existence yet to elapse, and whether such period may be lawfully extended;
- e. Whether the company is a valid and subsisting corporation;
- f. A concise and general statement of the nature of the business or objects of the company;
- g. The names, residences and post-office addresses of the president, secretary, treasurer, directors and manager of the company;
- h. The name and post-office address of the chief officer or manager in this Province;
- i. The location of the head office of the company, giving the street and number when possible;
- j. The location of the principal office in this Province where the head office is situated outside the Province;
- k. The date upon which the last annual meeting of the company was held;
- l. The amount of the bond or debenture debt of the company;

Yearly
return.

m) Un état détaillé des immeubles qu'elle possède dans la province, l'endroit où ils sont situés, et leur valeur;

m. A detailed statement of the real estate owned by it situated within the Province, where situate and the value thereof;

Détails
addi-
tionnels.

Et en outre, s'il s'agit d'une compagnie possédant un capital-actions,—

And in the case of a company having share capital, in addition: Further particulars.

n) Le montant du capital-actions de la compagnie, et le nombre d'actions dont il se compose et leur description;

n. The amount of the capital stock of the company, and the number of shares into which it is divided and their description;

o) Le nombre d'actions émises et réparties ainsi que le montant payé sur icelles;

o. The number of shares issued and allotted and the amount paid thereon;

p) La valeur au pair, et, à défaut de valeur au pair, la valeur du marché ou, s'il n'y a pas de valeur du marché, la valeur réelle de ses actions d'après le dernier bilan de la compagnie;

p. The par value, and, if without par value, then the market value, or, if there be no market value, the actual value of its shares according to the last statement of the company;

q) Le montant total des actions émises comme actions privilégiées, et la date et le mode d'émission de ces actions privilégiées;

q. The total amount of shares issued as preference shares, and the date and manner of creation thereof;

r) Le montant total payé sur ces actions privilégiées;

r. The total amount paid on such preference shares;

s) Le nombre total et le montant des certificats d'actions au porteur, ainsi que les noms, résidences et adresses postales des personnes à qui ces actions ont été émises;

s. The total number and amount of share warrants, and the names, residences and post-office addresses of the persons to whom the shares were issued;

t) Le nombre d'actions, s'il y en a, émises comme considération d'un transport d'actif, de clientèle (*good will*), ou d'une valeur autre que de l'argent, et la mesure dans laquelle ces actions ont été payées; si aucune actions n'est ainsi émise, ce fait doit être déclaré;

t. The number of shares, if any, issued as consideration for any transfer of assets, goodwill, or for value other than money, and the extent to which the same are paid; if none are so issued, this fact is to be stated;

u) Tout autre renseignement qui peut être requis par arrêté ministériel publié dans la *Gazette officielle de Québec*;

u. Such other information as may be required by order-in-council, published in the *Quebec Official Gazette*;

De plus, si la compagnie peut disposer de ses actions moyennant un escompte ou une prime,—

And, if the company may dispose of its shares at a discount or premium, in addition: Further particulars.

v) Une désignation de la loi en vertu de laquelle ces actions ont été émises moyennant un escompte ou une prime;

v. A citation of the law under which such shares were issued at a discount or premium;

w) Le nombre des actions vendues ou autrement cédées moyennant un escompte ou une prime;

w. The number of shares sold or otherwise disposed of at a discount or premium;

x) Le taux auquel ces actions ont été vendues ou cédées;

x. The rate at which such shares were sold or disposed of;

y) L'énumération des formalités observées et les dates auxquelles elles l'ont été.

y. The enumeration of the formalities complied with and the dates when they were so done.

Autres
détails.

Garde
d'un du-
plicata.

2. Un duplicata de ce rapport et de l'affidavit l'attestant doit être conservé

2. A duplicate of such return and of the affidavit of verification shall be kept in duplicate. Keeping duplicate.

au bureau principal ou à la principale place d'affaires de la compagnie dans la province, et peut être examiné par tout actionnaire ou créancier de la compagnie; et la compagnie doit le conserver ainsi jusqu'à ce qu'un autre rapport soit produit en vertu des dispositions de la présente loi.

Affidavit. 3. Le rapport de toute compagnie doit être attesté par l'affidavit de deux de ses directeurs.

Pénalité pour défaut. 4. Si une compagnie omet de se conformer aux dispositions du présent article chaque directeur et officier de la compagnie, et chaque personne agissant en qualité de représentant dans la province d'une compagnie ayant son bureau principal hors de la province, est passible, en sus des frais, d'une amende de vingt dollars pour chaque jour que dure cette omission, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement pendant une période n'excédant pas trois mois, sans préjudice de l'action qui compète en vertu de l'article 978 du Code de procédure civile.

Délai. 5. Le secrétaire de la province peut, à sa discrétion, et pour une raison valable, prolonger le délai pour la préparation et la remise de ce rapport.

Enregistrement. 6. Aucun registrateur ne doit enregistrer un document signé par une compagnie ou en sa faveur, ou censé lui conférer un droit sur un immeuble, s'il a reçu du secrétaire de la province un avis écrit que cette compagnie est en retard ou en défaut dans l'accomplissement des formalités requises par la présente loi. Sur réception d'une révocation écrite de cet avis, le registrateur peut procéder à l'enregistrement dans le cours ordinaire des affaires.

Pas de rapport. 7. Les compagnies de fidéicommiss et les compagnies d'assurance ne sont pas tenues de produire le rapport requis par le paragraphe 1 du présent article. S. R. 1925, c. 228, a. 4; 20 Geo. V, c. 87, a. 1; 22 Geo. V, c. 77, a. 2.

Rapport spécial. 5. Le secrétaire de la province peut, en tout temps, par avis, ordonner à toute compagnie de faire un rapport sur toute matière relative à ses affaires dans le délai spécifié dans l'avis, et, à défaut de faire ce rapport, chaque directeur de la compa-

the head office or principal office in the Province of the company, and may be inspected by any shareholder or creditor of the company; and the company shall so keep the same until another return is produced under the provisions of this act.

3. The return of every company shall be verified by the affidavit of any two of the directors of the company. Affidavit.

4. If a company makes default in complying with the provisions of this section, each director and officer of the company, and each person acting as a representative in the Province of a company having its head office outside of the Province, shall, in addition to the costs, be liable to a fine of twenty dollars for each day of such default and, failing payment of such fine and costs, to imprisonment for a term not exceeding three months, without prejudice to the action which may be taken under the provisions of article 978 of the Code of Civil Procedure. Penalty for default.

5. The Provincial Secretary may, at his discretion and for good cause, extend the time for making and delivering any such return. Delay.

6. No registrar shall register any instrument signed by or in favour of a company, or purporting to confer an interest in land upon a company, if he has received from the Provincial Secretary a written notice that the company in question is late or in default in complying with the formalities required by this act. Upon the receipt of a written revocation of such notice, the registrar may proceed to the registration in the usual way. Registrations.

7. Trust companies and insurance companies shall not be obliged to furnish the return required by subsection 1 of this section. R. S. 1925, c. 228, s. 4; 20 Geo. V, c. 87, s. 1; 22 Geo. V, c. 77, s. 2. No return.

5. The Provincial Secretary may, at any time, by notice, require any company to make a return upon any subject connected with its affairs within the time specified in the notice, and, upon default in making such return, each director of the Special return.

Peine.	gnie et chaque personne agissant en qualité de représentant de cette compagnie dans la province est passible, en sus des frais, d'une amende de vingt dollars pour chaque jour que dure cette omission et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement pendant une période n'excédant pas trois mois. S. R. 1925, c. 228, a. 5; 20 Geo. V, c. 87, a. 1.	company, and each person acting as a representative of such company in the Province, shall, in addition to the costs, be liable to a fine of twenty dollars for each day of such default, and, failing payment of such fine and costs, to imprisonment for a term not exceeding three months. R. S. 1925, c. 228, s. 5; 20 Geo. V, c. 87, s. 1.	Penalty.
Poursuites.	6. Les poursuites ne peuvent être intentées en vertu de la présente loi qu'avec la permission du procureur général. S. R. 1925, c. 228, a. 6; 20 Geo. V, c. 87, a. 1.	6. No prosecution may be instituted under this act without the permission of the Attorney-General. R. S. 1925, c. 228, s. 6; 20 Geo. V, c. 87, s. 1.	Prosecution.
Tarif.	7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender, remplacer et abroger des tarifs de droits et honoraires payables lors de l'accomplissement de tout acte qui doit être fait par le secrétaire de la province, par le département qu'il préside ou par un officier de ce département.	7. The Lieutenant-Governor in Council may establish, alter, replace and repeal the tariffs of the duties and fees to be paid on the doing of any act to be done by the Provincial Secretary, by the department over which he presides or by an officer of such department.	Tariff.
Règlements.	Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également prescrire et déterminer toutes autres matières et formalités pour assurer la mise à exécution de la présente loi, et édicter à ce sujet les règlements qu'il jugera nécessaires.	The Lieutenant-Governor in Council may likewise determine all other matters and prescribe all formalities necessary to ensure the carrying out of the objects of this act, and enact with respect thereto such Regulations as he may see fit.	Regulations.
Paiement des honoraires.	Les actes qui doivent être faits par le secrétaire de la province ou les certificats ou documents qu'il doit émettre en vertu de la présente loi ne sont faits ou émis qu'après paiement de tous les droits et honoraires exigibles. S. R. 1925, c. 228, a. 7; 20 Geo. V, c. 87, a. 1.	No act to be done by the Provincial Secretary, or document or certificate to be issued by him under this act, shall be so done or issued after payment of all the duties and fees payable in respect thereof. R. S. 1925, c. 228, s. 7; 20 Geo. V, c. 87, s. 1.	Payment of fees.